

Pourquoi Boudiaf a-t-il été empêché d'accomplir sa dernière mission ? (1ère partie)

PAR MAHFOUD BENNOUNE

Boudiaf, ce vétéran du nationalisme algérien, a eu à accomplir quatre grandes missions durant quatre moments décisifs de l'histoire de l'Algérie contemporaine.

De 1947 à 1950, il a recruté les membres de l'OS, qui seront les fondateurs du FLN/ALN, et implanté ses cellules dans le Constantinois. De 1953 à 1954, devant l'impasse du mouvement national, il fit appel aux hommes qu'il avait lui-même forgés pour déclencher la révolution qui arrachera l'indépendance en 1962. Forcé à l'exil après s'être, en vain, opposé à l'établissement du «système», Boudiaf viendra encore une fois au secours de la patrie en danger après les élections législatives de décembre 1991. Mais au moment où il renouait avec le peuple, l'homme du 1er Novembre fut liquidé physiquement. Ce crime ignoble a contribué à transformer la crise multidimensionnelle engendrée par le chadlisme entre 1979 et 1992 en une véritable tragédie. Boudiaf regagna Alger le 16 janvier 1992 comme président de l'Etat, après 28 ans d'exil au Maroc. Son retour enthousiasma ceux qui l'avaient connu, intrigua les médias nationaux et étrangers, contraria ses adversaires politiques internes et les représentants des grandes puissances occidentales qui étaient favorables au colonel-président Chadli Bendjedid, laissa indifférents la majorité des Algériens nés après l'indépendance, provoqua la rage des gourous du FIS et inquiéta les notables du FLN. Appelé par les chefs de l'ANP, sous les pressions de leurs subordonnés et d'innombrables partis, associations, personnalités politiques, intellectuelles, syndicales, Boudiaf n'avait cependant accepté d'assurer sa quatrième et dernière mission qu'après avoir consulté, lors d'un voyage clandestin en Algérie, plusieurs responsables de la «société civile», notamment le défunt Abdelhak Benhamouda, secrétaire général de l'UGTA, et un groupe restreint parmi ses amis personnels. Ils l'ont persuadé que le FIS avait réellement truqué les élections législatives et que son refus de venir au secours de son pays allait entraîner «une véritable guerre civile». En effet, le contrôle des APC et des APW depuis le 12 juin 1990 a permis aux responsables du FIS non seulement de les transformer illégalement en «municipalités islamiques» mais aussi d'organiser une fraude électorale massive à l'occasion des législatives. En outre, les membres influents de cette nébuleuse intégriste, qui étaient décidés à établir un «Etat islamique» par les urnes ou par les armes, ont tiré profit de leur gestion des assemblées locales et départementales pour mettre en place les réseaux des groupes armés du FIS. Le 27 novembre 1991, l'un de ses commandos massacra une douzaine de soldats de l'ANP à Guemmar dans la région d'El Oued. La plupart des membres du commando étaient d'anciens volontaires algériens en Afghanistan, dont l'envoi avait été financé par l'Arabie Saoudite et l'entraînement assuré par la CIA et les services secrets pakistanais entre 1983 et 1992. Boudiaf avait déclaré quelque temps avant son retour qu'il ne rentrerait que s'il pouvait être «utile» au pays. «Mais si c'est pour faire des histoires, non... (car) l'Algérie a besoin d'hommes capables de se sacrifier pour elle, la servir et non se servir.» Dès son premier discours à la nation, il exprima sa volonté de rassembler tous les Algériens : «A tous sans exception, je tends la main avec confiance et espoir et renouvelle mon serment pour la réconciliation, l'entraide et la coopération pour l'édification de l'Algérie dont avaient rêvé nos martyrs et dont rêvent nos jeunes aujourd'hui, une Algérie où régnera la paix, la clémence, la tolérance, l'unité des rangs et le travail créateur.» Ce message franc a été bien reçu par la jeunesse et surtout par les femmes. Cependant, pour la plupart, l'organisateur principal du déclenchement de la révolution était un inconnu ! Cela est dû à «l'amnésie historique» entretenue sur les véritables leaders de la révolution.

COMMENT «L'AMNESIE HISTORIQUE» A ETE ENTRETENUE

Lorsque l'homme du 1er Novembre entama sa dernière mission le 16 janvier 1992, 70 % des citoyens nés après l'indépendance et instruits par l'école algérienne ignoraient les noms de Boudiaf et de ses compagnons qui avaient préparé le déclenchement de la révolution. Cela est dû au fait que cette école, elle-même, a été récupérée par les partisans de l'Association des oulémas (clercs religieux) qui, dès l'indépendance avaient pris le contrôle du système éducatif. En effet, pour les auteurs des manuels d'Histoire en arabe, la révolution a été le

produit de l'action du cheikh Ben Badis et ses disciples et avait pour objectif «le retour aux sources» arabo-musulmanes. C'est ainsi que l'on peut lire dans le livre d'histoire El Mokhtar (pp. 287/288) des classes de terminale, préparé et dirigé par l'inspecteur A.Chibane IPN, (sans date) : «La vaste prise de conscience politique du peuple algérien a été l'aboutissement naturel de l'action menée par les oulémas en Algérie. Elle a constitué en fait la seconde étape qui a fait suite à une prise de conscience intellectuelle et religieuse. Les révolutionnaires algériens ne sont que les fils de cette génération formée à l'école de l'Association des oulémas et de ses dépendances (cercles) tant en Algérie qu'en France. La guerre de Libération elle-même fait partie d'un vaste plan élaboré par les fondateurs de l'Association, et les révolutionnaires qui se sont distingués par leur héroïsme au cours de cette guerre ne furent que les dignes fils de l'association et les exécutants sincères d'un plan sagement établi.» En réalité, d'après Mohammed Harbi : «La position des oulémas a été la plus lente à se dessiner.» Avant le déclenchement du 1er Novembre 1954, cheikh El Ibrahim, leur leader principal sollicité par la délégation extérieure du FLN au Caire pour appeler les Algériens à soutenir la lutte armée refusa catégoriquement. Al Baçaïr, leur organe de presse rapporte que les congressistes de cette association réunis à Tlemcen les 17 et 18 janvier 1955, demandèrent à Tewfik El Madani «dites-nous si les méfaits de la France ne sont pas préférables à la bestialité de la lutte ? Nous préférons, quant à nous, aux meurtres l'avenir et l'éducation de nos enfants». En juillet 1955, les oulémas formulèrent à la France le souhait de supprimer le deuxième collège, de libérer les détenus n'ayant pas participé à l'insurrection et d'organiser des élections libres. Ce n'est que le 7 janvier 1956, lorsqu'ils désespérèrent de trouver un écho en France et pressurés par leurs sympathisants, qu'ils publièrent un communiqué dans lequel ils déclaraient qu' «il n'est pas possible de résoudre d'une façon définitive et pacifique l'affaire algérienne autrement qu'en reconnaissant solennellement et sans détour la libre existence de la nation algérienne ainsi que sa personnalité spécifique, son gouvernement national, son assemblée législative souveraine et ceci dans le respect des intérêts de tous et la conservation des droits de chacun». Leur adhésion au FLN fut scellée en mars 1956, soit deux années après le déclenchement de la guerre de Libération nationale. En 1980, Harbi publiait à Paris Le FLN, mirage et réalité dans lequel il présentait aux lecteurs francophones «la guerre d'indépendance» telle que perçue par lui de Tunis ou du Caire, c'est-à-dire comme une série ininterrompue de règlements de comptes et de complots entre ses dirigeants. Boudiaf lui-même, vu à travers le prisme de ses adversaires, a été dépeint comme un bluffeur et un dominateur. En effet, pour mettre en doute l'intégrité de Boudiaf, il cite Mohammed Mechat, un membre des 22(1), qui, en compagnie de trois autres à Constantine, avait fait marche arrière quelque temps avant le déclenchement de la révolution : «L'usage du bluff et du mensonge n'était pas l'arme utilisée par le seul Didouche mais aussi et surtout celle dont se servait habituellement et avec mépris celui qui se voulait être le chef exclusif et incontesté de l'OS, c'est-à-dire Mohamed Boudiaf.» Quant aux potentats du «système» établi par le putsch militaire perpétré par les membres de l'EMG de l'ALN de l'extérieur contre le GPRA, et consolidé par le coup d'Etat contre Ben Bella le 19 juin 1965, ils n'ont cessé, jusqu'à ce jour, d'instrumenter et d'occulter l'histoire de la révolution pour se légitimer. Ils ont presque réussi à effacer les noms de Boudiaf, de Krim Belkacem et de tant d'autres des annales de l'histoire de la guerre de libération et, plus grave encore, de la mémoire collective de la nation. En effet, les manuels d'histoire, les médias, les films documentaires à caractère historique ont maintenu un black-out constant et total sur le rôle déterminant de ces dirigeants de la révolution. Par exemple, à chaque célébration du 1er Novembre, le nom de Boudiaf, le coordonateur national du déclenchement de la révolution, est soigneusement passé sous silence. De même, pendant des décennies, à l'occasion du 18 mars, journée commémorative de la signature des accords d'Evian, les citoyens algériens n'ont eu droit de voir que la seule délégation française qui faisait face à la délégation algérienne, présidée par Krim Belkacem. Tout cela a fini par faciliter l'entreprise de sape des mouvements intégristes, tels que le FIS, le géniteur des groupes islamistes armés, représentés par le FIDA, l' AIS, le GIA. Le fait que la plupart des responsables de ces falsifications et déformations de l'histoire de la révolution algérienne soient devenus des alliés objectifs du FIS dissous, corrobore en partie la thèse de «l'amnésie historique» qu'on a provoqué dans la conscience collective de la majorité du peuple algérien durant la période post-révolutionnaire. Conscients des effets néfastes de ces différentes entreprises d'intoxication, de récupération, de déformation et d'interprétation tendancieuses, voire revanchardes, de l'histoire de la révolution algérienne et même de la période de reconstruction nationale (1965-1978) sur la jeunesse algérienne étouffée par la censure officielle aussi bien que de la gravité de la situation, nous décidâmes dans les quelques jours qui suivirent le discours de Boudiaf à la nation de rédiger

accablés quelques jours qui suivirent le discours de Boudiaf à la nation de l'après-midi. Une étude intitulée Notre dernière chance(2) dans laquelle nous exposons les arguments soutenant la désignation de l'homme du 1er Novembre à la tête de l'Etat. Il était, écrivions-nous, notre dernière chance et notre rempart contre les potentats militaro-politiques qui contrôlaient le «système», les deux forces nocives engendrées par l'ère du colonel-président Chadli et ses collaborateurs prédateurs (1979-1992), les «maffias» politico-financières et les mouvements intégristes. «Il peut être le catalyseur de l'espoir et d'un sursaut national, car il a des qualités exceptionnelles : un amour infini de la patrie, un enthousiasme hors du commun, une expérience et une intelligence politique sans pareilles dans notre société, une intégrité morale exemplaire, une forte personnalité doublée d'une grande dignité qui lui permet néanmoins de rester modeste, ouvert et disponible... Boudiaf, il faut bien le rappeler, a été l'un des cadres les plus méthodiques et les plus organisés du PPA-MTLD, l'un des dirigeants influents de l'OS, l'un des fondateurs du CRUA, l'organisateur de «la réunion des 22», le coordonateur élu à bulletin secret du comité des six. Il a non seulement fondé le FLN et l'ALN, mais aussi préparé les conditions préliminaires pour le déclenchement de la révolution de Novembre, ce qui lui a permis de faire sortir le parti nationaliste de l'impasse dans laquelle ses dirigeants l'avaient poussé. Boudiaf s'est également opposé au coup d'Etat contre le GPRA en 1962, à l'établissement du parti unique et au pouvoir personnel de Ben Bella puis de Boumediène. Il est le seul parmi les dirigeants «historiques» à avoir refusé toute compromission avec les régimes successifs de l'Algérie indépendante, ce qui lui a coûté vingt-huit ans d'exil.» En somme, «dans le contexte algérien, Boudiaf est un homme hors du commun. Il mérite non seulement notre respect, notre reconnaissance mais aussi notre confiance et surtout notre aide désintéressée... afin qu'il puisse accomplir sa mission, car dans un moment plus difficile que celui que nous vivons, Boudiaf a contribué d'une manière décisive à trouver une issue honorable à l'impasse du mouvement nationaliste, durant la scission du MTLD en 1954.» Tous les témoignages à ce sujet soulignent le rôle déterminant qu'il a joué dans la crise du MTLD par le déclenchement de la révolution en dehors de ce parti et contre la volonté de sa direction. Un véritable leader n'est-il pas celui qui défie l'ordre établi ?

En effet, selon Belaïd Abdesselam «les arguments» de Boudiaf et de ses compagnons étaient les suivants : «Par discipline et respect des règles organiques, nous sommes restés fidèles au comité central et au comité directeur, dans le cadre statutaire. Mais le président du parti lui-même a fait un travail fractionnel et s'est adressé directement à la base, en passant par-dessus nos têtes, il a violé ainsi les règles du parti ; à son tour, le CC a transgressé les règles en acceptant d'abdiquer ses responsabilités et de remettre au président les pleins pouvoirs. Il n'y a donc pas de raison pour que nous continuions à respecter les statuts que tout le monde viole. Nous avons, nous aussi, des idées à exprimer et à défendre : sauvegarder un outil et un patrimoine forgés par le sacrifice de tous les militants et passer à l'action révolutionnaire. Nous reprenons notre liberté d'action et nous appelons les militants à se regrouper et à s'organiser, à ne pas se diviser en suivant l'une ou l'autre des deux tendances. Il faut se préparer à l'action.(3)» La réussite de la stratégie de Boudiaf en 1954 a eu pour résultat concret l'épopée de l'Algérie révolutionnaire des wilayas de l'intérieur et de la Fédération de France du FLN (1954-1962), sa renommée dans le monde et l'indépendance du pays. En résumé, les objectifs du mouvement nationaliste, définis dès 1926 par les fondateurs de l'ENA ont été atteints. Cela explique pourquoi, en 1962, c'est à lui que les mutins ont d'abord fait appel pour diriger un coup d'Etat contre le GPRA. Boudiaf leur demanda de rester dans leurs bases et de se consacrer à leurs tâches purement militaires. Ainsi, «la franchise brutale dans laquelle il s'exprimait, le respect scrupuleux du principe qu'il s'imposait à lui-même et qu'il cherchait à imposer aux autres, lui ont aliéné toutes les sympathies qu'il pouvait avoir parmi les officiers de l'EMG. Sa stratégie de pouvoir, parce qu'il en avait une lui aussi, était différente de celle de Ben Bella... Boudiaf, lui, considérait qu'il ne pouvait pas être avec l'EMG dans l'illégalité. Et plus que tout, il disait à qui voulait l'entendre qu'il ne marcherait jamais avec une armée de putschistes... Par contre, il considérait les wilayas (et la Fédération de France du FLN) comme les seules structures susceptibles de jouer un rôle autant politique que militaire. Dans son esprit, il lui fallait combattre pour avoir une force politique à ses côtés, et ce n'est qu'avec une force politique qu'il parviendrait au pouvoir... Pour lui, la force principale, c'était le peuple algérien et les militants révolutionnaires qui lui servaient de cadre... L'histoire a voulu que ce soit lui qui ait perdu dans la course qui s'était alors engagée pour le pouvoir».(4) L'échec politique de Boudiaf en 1962 était dû au putsch perpétré par le colonel Boumediène avec l'aide des politiques tels que Ben Bella, Ferhat Abbas, cheikh Khaïreddine, Mohamed Khider... contre le GPRA qui venait de présider à l'une des plus

Kheireddine, Monamed Knider... , contre le GPRA qui venait de présider à l'une des plus grandes victoires de l'histoire du peuple algérien. Ce coup de force allait désormais consacrer la primauté du militaire sur le politique dans la RADP. La victoire des putschistes a mis en branle un processus d'élimination des centres de décision de la plupart des militants, cadres et dirigeants expérimentés et dévoués du FLN-ALN, notamment de l'intérieur et de la Fédération de France, qui avaient supporté le poids de la machine de guerre française. Trente ans plus tard, les prédateurs triomphants, détenteurs du pouvoir réel, corrompu et corrupteur, ont fini par pousser la nation dans un cercle infernal de représailles et la livrer à des mafias politico-financières et aux intégristes ainsi qu'à leurs hordes terroristes sanguinaires. «Et l'ironie de l'histoire veut, qu'aujourd'hui (janvier 1992), l'Algérie officielle fasse appel à celui qu'elle a délibérément écarté et ignoré pendant vingt-huit ans, pour trouver une issue honorable et salutaire.» De retour au pays, Boudiaf ne tarda pas à susciter non seulement le soutien des citoyens, mais aussi leur admiration à son égard, provoquant ainsi un véritable déclin ! (A suivre)

1- Voir M. Harbi, Le FLN, Mirage et réalité, les éditions JA, Paris, 2e édition 1985, p. 102.

2- Voir Mahfoud Bennoune Notre dernière chance, Algérie Actualités n°1376 du 27 février et n°1377 du 5 mars 1992.

3- M. Bennoune et A. El Kenz, Le Hasard et l'histoire : entretiens avec Belaïd Abdesselam, ENAL, Alger 1990 p. 53.

4- Lakhdar Bentobal, Mémoires inédits, propos recueillis par M. Bennoune et D. Djerbal, texte rédigé par Djerbal et corrigé par l'auteur (1981-1996).

Mahfoud Bennoune